6e Congrès Mondial de l'Internationale Communite

DISCUSSIONS

Co-Rapport de

STRAKHOV

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

Internationale Communiste
Comité Exécutif
Plénums
et autres documents officiels

Une édition inédite et intégrale des textes de *La Correspondance Internationale*

6e Congrès Mondial de l'Internationale Communite

DISCUSSIONS

Co-Rapport de STRAKHOV

février 2021

Une reproduction intégrale de:

Les leçons de la révolution chinoise

Co-rapport de Strakhov

au 6e Congrès Mondial de l'IC

31e séance, 15 août 1928 (soir)

Source: *La Correspondance International*, 8e année, no. 117, du 8 octobre 1928, p.1254-1959, numéro spécial XXXVII.

février 2021

Les leçons de la révolution chinoise

Co-rapport de Strakhov

Sous la direction de Lénine, les questions nationale et coloniale ont été posées clairement, sans ambiguïté, dès le début de l'activité de l'IC. Cependant, nous nous faisons parfois de la révolution chinoise une idée fausse suivant laquelle tout ce qui se produit en Chine a un caractère spécial, purement chinois et que la Chine représente actuellement un véritable grimoire chinois. Même certains camarades chinois se posent la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'adapter le marxisme aux conditions spécifiques de la Chine.

Le jeune Parti de Chine doit avant tout souligner les caractères que la société chinoise, qui a une culture millénaire et que les marxistes n'ont jamais étudiée sérieusement, a de commun avec la structure sociale des autres pays. *Il faut avant tout prouver que la Chine ne fait pas exception aux principes du marxisme*.

I. Le féodalisme et la Révolution chinoise

La féodalité existe-t-elle en Chine?

Nous avons entendu affirmer plus d'une fois qu'il n'y a p2 de féodalisme en Chine, qu'il n'y a pas de bourgeoisie et peut-être bien qu'il n'y a pas de prolétariat. Mais voici 18 ans que la révolution poursuit sa voie en zigzags. Non seulement les généraux se battent entre eux, mais encore

il s'y produit des soulèvements populaires; on y brûle les maisons des grands propriétaires fonciers, bref, nous avons affaire à des phénomènes purement révolutionnaires. Et cependant, nous autres, communistes chinois, nous n'avons pas encore compris nettement jusqu'à présent la signification de ces phénomènes.

Lorsqu'en été 1922, nous sommes entrés au Kuomintang, ce Parti était au pouvoir dans la ville de Canton. Ce gouvernement s'appuyait sur les forces militaires de quelques généraux qui, sous le drapeau du sunyatsénisme, luttaient contre les nordistes, contre les militaristes dits de Pey Yan. Nous disions alors que c'était la guerre de Sun Yat Sen contre le Nord et qu'elle portait un caractère révolutionnaire. Etait-ce exact? Je pense que oui. Mais en quoi consistait le caractère révolutionnaire de cette lutte? Pour éclairer ce point, je dois analyser la question du féodalisme en Chine.

On a dit qu'il n'y avait pas de féodalisme en Chine. C'est inexact.

Certes, il n'y eut pas et il n'y a pas chez nous, d'une façon générale, de grands propriétaires fonciers dans le sens de l'Europe occidentale ou de la Russie tsariste. Mais il y a cependant de grands propriétaires fonciers qui possèdent jusqu'à 500.000 mous [1 mou = 666,67 m²] de terre et qui exploitent les paysans au moyen du métayage.

C'est précisément sur ce terrain, c'est-à-dire sur la grande propriété foncière séculaire, qu'est née l'institution politique appelée mandarinat. Il est vrai que les mandarins n'exploitaient pas la terre selon le système typique des grands propriétaires fonciers, qu'ils ne dominaient pas directement leurs terres comme des seigneurs féodaux. Tout en formant la noblesse de cour de l'empereur, ils

jouissaient aussi d'un certain pouvoir sur place. Et jusqu'à présent, la tradition s'est conservée selon laquelle le mandarin, c'est-à-dire le propriétaire foncier, exerce la justice sur ses paysans.

Même dans la province de Kiangsou, la plus développée sous le rapport capitaliste, il subsiste encore certaines survivances des méthodes féodales moyenâgeuses d'exploitation. *On ne saurait se contenter de qualifier ces méthodes d'exploitation de méthodes «asiatiques»*, il faut en connaître l'essence de classe. Depuis la pénétration de l'impérialisme en Chine, le mandarinat en tant que classe dominante se transformait, en passant par certains stades intermédiaires, en véritable classe de *compradores*. *Nous les appellerions volontiers «compradores d'Etat»* parce que, avec la dynastie mandchoue, ils détenaient entre leurs mains tout ce qui était «nationalisé»: chemins de fer, mines, banques, grandes usines, industrie lourde, grandes propriétés foncières, surtout dans les provinces du Nord, dans le Chantoung et le Tchili. C'est cette classe de mandarins-compradores qui constituait le gouvernement de Pékin.

Pourquoi désignons-nous ce groupe sous le nom de militaristes de Pey-Yan? Parce qu'à Pey-Yan, il y avait une école militaire pareille à celle de Tchang Kai Chek à Vampoa. Dans cette école et dans les écoles militaires du Japon, étaient élevés tous les anciens aristocrates, c'est-à-dire tous les anciens dignitaires civils qui sont devenu maintenant des hauts fonctionnaires militaires, des militaristes. Les militaristes de Pey-Yan, à commencer par Yuan Chi Kai jusqu'à Ou Pei Fou et Feng Yu Hsiang étaient liés entre eux par la parenté et aussi pour ainsi dire par les origines scolaire. C'est pendant la domination de cette classe, composée de compradors des impérialistes, que

commença en Chine la lutte révolutionnaire contre cette domination.

Qui menait la lutte en Chine?

Qui est-ce qui a engagé cette lutte? A cette question il faut répondre comme suit: Outre les ouvriers, les artisans, les coolies, les paysans, participaient à cette lutte aussi les éléments qui, avec le développement du commerce et, en général, des rapports d'argent, vivaient de l'usure, du commerce et de la petite propriété foncière. Ce sont ces éléments relativement nouveaux nés de la situation économique, qui étaient objectivement contre le gouvernement de Pékin, c'est-à-dire contre le gouvernement qui avait monopolisé, pour ainsi dire, le droit de trahir le pays. Le gouvernement de Pékin touchait tout l'excédent des revenus des douanes, de l'impôt sur le sel dans toutes les provinces. C'est sur ce terrain que s'engagea la lutte. Les nouveaux gouverneurs locaux, voyant dans ces excédents douaniers et fiscaux une base économique pour eux-mêmes, me voulurent plus verser l'excédent en question au gouvernement de Pékin. Les anciens féodaux civils commencèrent à se muer en militaristes. S'appuyant sur les marchés locaux plus ou moins développés et indépendants de Pékin, ces féodaux engagèrent la lutte contre le gouvernement central, le gouvernement du mandarinat, bref la lutte contre les compradores d'Etat. Ce n'est pas par- hasard que Sun Yat Sen s'appuyait sur les provinces méridionales où les rapports d'argent étaient le plus développés et où les militaristes qui étaient de grands propriétaires fonciers, faisaient aussi du commerce, créaient leurs propres entreprises capitalistes tout en conservant les méthodes moyenâgeuses d'exploitation. Ce furent ces forces: gentry,

grands propriétaires fonciers, propriétaires fonciers en train de s'embourgeoiser qui, au début, menèrent la lutte contre le Nord. *Cette lutte ne pouvait pas ne pas déterminer un mouvement de masse, du moment qu'elle se déroulait pendant la période de la révolution socialiste mondiale*, c'est-à-dire à une époque où existaient non seulement la révolution prolétarienne en URSS, mais encore toute une série de grandes actions révolutionnaires en Occident.

Le prolétariat et la bourgeoisie dans la Révolution nationale

Quelques données historiques

Sun Yat Sen s'appuyait d'abord exclusivement sur les forces militaires. *Ayant la possibilité d'organiser en armée mercenaire la paysannerie ruinée, la bourgeoisie chercha à éviter la nécessité de recourir à l'aide du mouvement populaire de masses*. Mais lorsqu'éclata le mouvement révolutionnaire des étudiants au cours des années 1919 à 1927, les forces sociales commencèrent à agir de la manière la plus énergique. *C'est précisément en ce moment-là que le prolétariat chinois, encore très jeune et peu nombreux, fut obligé d'entrer en lice*. La première grève du prolétariat de Shanghai eut lieu en 1919. Cette grève fut dirigée contre le Japon en signe de protestation contre l'annexion de Tsingtao par gouvernement Japonais. Bien que la grève fut organisée par les «doyens ouvriers» sous la direction de la Chambre de Commerce et l'Association des Etudiants, elle fut néanmoins un événement politique extrêmement important du fait que la

grève dura 7 jours que toutes les usines étrangères restèrent fermées.

En 1921 et 1922, il y eut une très grande grève des marins obligea les Anglais à signer un contrat collectif pour tous les navires voyageant sur l'Océan Pacifique. Dans la même année, il y eut la grève des chemins de fer sur la ligne Pékin-Hankéou, qui fut le commencement de tout un mouvement gréviste en sous la direction du Parti Communiste.

Quoiqu'en 1923 les cheminots du réseau Pékin-Hankéou eussent essuyé une grave défaite, le mouvement gréviste commencé, à partir de cette période, à prendre de l'ampleur et à entraîner dans la révolution des forces tout à fait nouvelles et dans une proportion inouïe dans l'histoire chinoise.

Comment fut résolue la question de l'alliance avec la bourgeoisie?

Il ressort par conséquent de ce court aperçu historique, que dans la révolution chinoise furent entraînés à la fois le prolétariat, les masses de la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale. Il est superflu de raisonner ici sur la question de savoir s'il fallait ou non faire front unique avec la bourgeoisie nationale. La réalité a montré que, dans les conditions chinoises, le rapprochement entre le mouvement prolétarien et le mouvement national bourgeois était inévitable, mais ce qui était non moins inévitable, c'était la courte durée de ce rapprochement. Toute la question était de savoir qu'elle devait être la ligne stratégique. Je pense que les conditions du bloc et de la coalition avec la bourgeoisie nationale avaient été établies avec précision et sans ambiguïté par Lénine lui-même. Il

avait indiqué que nous pouvions entrer en alliance avec la bourgeoisie nationale pour la lutte contre l'impérialisme à condition que : 1) nous garantissions notre autonomie; 2) nous ayons la possibilité d'organiser et de mobiliser les masses ouvrières et paysannes, et que, 3) cette bourgeoisie mène effectivement la lutte antimilitariste et révolutionnaire antiimpérialiste.

Ces conditions se trouvaient données pendant la première période de la révolution chinoise et c'est pourquoi il est insensé de nier à présent cette possibilité. Il est superflu de montrer l'erreur de la théorie trotskiste suivant laquelle il était inadmissible de conclure une alliance avec la bourgeoisie puisqu'il y a en Chine des rapports économiques capitalistes et que la révolution aurait dû, dès le début, prendre la forme de la dictature du prolétariat. Cette théorie ne correspond pas du tout à la réalité. Si la bourgeoisie nationale avait déjà été au pouvoir en Chine, il en eût été tout autrement, l'histoire de la révolution chinoise eût été tout à fait différente.

La question n'est nullement de savoir si l'on peut ou non établir des accords avec la bourgeoisie nationale, mais comment le prolétariat doit mener la lutte pour qu'elle soit dirigée contre l'impérialisme, tout en gardant sa ligne de classe. Le fond de la question c'est dans le fait que lors d'une révolution nationale, la bourgeoisie nationale n'est pas un allié sûr et que notre attention doit surtout se porter vers la paysannerie.

Lénine disait que dans les colonies et les pays capitalistes arriérés, la masse fondamentale est formée de paysans et que ce serait une utopie pure que de penser que le parti du prolétariat puisse réellement déployer, dans les colonies, une politique communiste sans avoir une

attitude nette envers la paysannerie. Nous devons en déduire qu'en établissant un accord avec la bourgeoisie nationale, le prolétariat des colonies doit surtout miser sur la paysannerie pour conduire les masses paysannes de l'avant, pour paralyser la bourgeoisie nationale dès le premier moment de la lutte en commun. Déjà lors de la première vague de la révolution, déclenchée par les événements sanglants du 30 mai 1925, il était manifeste que la bourgeoisie nationale trahirait inévitablement la révolution, que la bourgeoisie nationale luttait pour l'hégémonie, pour la conquête des masses, contre le prolétariat. La bourgeoisie nationale voulait et veut se servir des masses dans son propre intérêt.

Le «22 janvier» en Chine

Quelle fut à cette époque la situation à Shanghai? Avant le 30 mai 1925, il y eut une grève dans les fabriques du textile japonaises de Shanghai. Les patrons japonais, après avoir signé un contrat avec les ouvriers, refusèrent de s'y conformer. Des bagarres eurent lieu entre les manifestants ouvriers et l'administration des fabriques, au cours desquelles les Japonais fusillèrent un ouvrier. Cet assassinat provoqua une manifestation de protestation plus grande encore. Il souleva toute la masse ouvrière de Shanghai et de toute la Chine. C'est au cours de ces journées que se constitua à Shanghai un Comité unifié d'ouvriers, des organisations de petits commerçants et d'étudiants. La grève fut déclarée dans les fabriques, dans les écoles. Les magasins restèrent fermés. Ce Comité présenta 17 revendications aux autorités anglaises de Shanghai.

A cette époque, la Chambre de Commerce, représentant la bourgeoisie nationale à Shanghai, participait au mouvement, mais d'une façon passive seulement. Sous la pression des masses, elle déclara la grève des commerçants. La Chambre de Commerce de Shanghai resta passive pendant une semaine au plus. Ensuite, elle entra en action et montra immédiatement ce qu'elle était réellement. Elle commença à mener des pourparlers avec les impérialistes en prétextant que les ouvriers avaient posé des revendications par trop radicales, qu'elle était pour l'atténuation de ces revendications. Elle disait: nous exigeons seulement que nos représentants soient dans la municipalité de Shanghai, que l'on convoque une conférence pour examiner la question des tarifs douaniers et l'évacuation des troupes étrangères en Chine. En ce qui concerne l'évacuation des troupes étrangères de Shanghai, la liberté des grèves, la liberté de parole, de réunion, etc., la Chambre de Commerce de Shanghai n'en souffla mot. Un représentant de la Chambre de Commerce déclara ouvertement à notre camarade, représentant du Conseil Syndical de Shanghai, qu'il ne pouvait pas exiger la liberté des grèves, car dans ce cas, les ouvriers pourraient faire la grève aussi dans les fabriques chinoises.

Immédiatement après, de nombreux conflits surgirent entre le Conseil Syndical et la Chambre de Commerce. La bourgeoisie nationale commença à prendre des mesures, à une échelle locale seulement, pour «régler» le mouvement ouvrier. A Shanghai, elle se mit à dissoudre les organisations révolutionnaires et non seulement les syndicats, mais aussi les associations d'étudiants et de petits commerçants. Les événements du 30 mai à Shanghai ont une importance énorme pour la révolution chinoise; ils ont la même importance que les événements

du 22 janvier 1905 ont eu pour le mouvement en Russie. Bien que la bourgeoisie nationale de Shanghai voulu paralyser les masses et empêcher le mouvement de se développer, celui-ci continua à se propager dans tout le pays. Vous avez la connaissance de la grève de Hongkong qui a duré plus de deux ans et au cours de laquelle fut créé un Comité de Grève à Canton qui constitua la base du gouvernement national de Wang Tchin Wei-Tchang Kai Chek, etc. En même temps monta la vague du mouvement paysan dans la province de Kvantoung et se produisirent d'importants regroupements dans l'armée du gouvernement national. A l'école de Vampoa, il y avait de fortes organisations de gauche et les communistes étaient nombreux dans les cadres inférieurs de l'armée. Ce sont ces forces, plus celles de la grève de Hongkong et du mouvement paysan qui furent à la base du premier gouvernement national de Canton. En un mot, à partir du 30 mai et jusqu'en automne 1925, c'était la période du front unique national, bien qu'une lutte assez accentuée se manifestât déjà entre la bourgeoisie et le prolétariat aussi bien qu'entre la droite et la gauche dans le Parti Communiste. Cette «lune de miel» s'est achevée par le coup d'Etat de Tchang Kai Chek du 20 mars 1926.

Les prémisses du coup d'Etat du 20 mars 1926

En 1925, eut lieu une conférence dans la ville de Si-Sian. Cette conférence fut une protestation et un commencement de concentration des éléments de droite, contre le front unique national, contre le gouvernement national de Canton, contre la lutte des ouvriers et des paysans.

La gentry et les agrariens commencèrent alors à se préparer à la résistance. Ils préconisèrent l'exclusion des communistes du Kuomintang. Au sein du Kuomintang se cristallisa une «*nouvelle* aile droite» dirigée par Dai Tsi Tao qui conseilla aux communistes de sortir bénévolement du Kuomintang en leur promettant qu'ensuite il y aurait entre les communistes et le Kuomintang de bons rapports amicaux.

Nous répondîmes que notre intention n'était nullement de sortir du Kuomintang, que nous étions décidés à lutter pour la direction dans le Kuomintang. En même temps, nous primes la décision de lutter momentanément, de concert avec la bourgeoisie nationale, exclusivement contre la gentry et contre le groupe de Si-Sian, même s'il fallait pour cela affaiblir le mouvement gréviste et le mouvement paysan. C'était une grave erreur, surtout si l'on considère la Situation qui, à cette époque, existait à Canton. Wang Tchin Wei et Tchang Kai Chek, sous la pression des masses, luttaient alors énergiquement contre les Anglais, contre les impérialistes et, en partie, contre la gentry et les propriétaires fonciers locaux. Ils s'efforçaient de plaire aux communistes, car ils ne se sentaient pas de base solide sous les pieds. Ils voyaient que le Comité de Grève et des dizaines de milliers d'ouvriers se trouvaient entièrement sous la direction des communistes, que les paysans se soulevaient dans les districts, qu'ils commençaient déjà à lutter les armes à la main et sous la direction des communistes, contre les mintouans, contre les agrariens. Mais, ayant appris que nous étions prêts à faire des concessions à la bourgeoisie nationale, ils changèrent de tactique. Ils intensifièrent leur préparation militaire et, avec d'autres généraux, prirent graduellement l'offensive contre les paysans.

Tchang Kai Chek ayant décidé d'accomplir son coup d'Etat, commença à concentrer ses forces pour l'offensive. Nous ne comprenions pas qu'en marchant en alliance avec la bourgeoisie, il ne faut jamais oublier que cette alliée peut, à n'importe quel moment, se transformer en ennemi. Seule notre force, seul une ligne indépendante de classe dans le domaine du travail de masses, seules les actions de masses peuvent obliger la bourgeoisie nationale à marcher avec nous jusqu'à une certaine ligne, à consentir à établir avec nous le front unique contre les impérialistes.

Même après le 20 mars, nous faisions tous les efforts pour vivre en paix avec le nouveau régime, pour maintenir le front unique avec la bourgeoisie nationale, avec Tchang Kai Chek, avec les nationalistes.

En ce qui concerne les masses, elles ne pouvaient se résigner à subir le régime institué par le coup d'Etat du 20 mars. Après une certaine dépression, une nouvelle vague de grèves extrêmement importantes déferla sur Shanghai; et à Canton, le mouvement ouvrier prit une ampleur encore plus grande. Les ouvriers s'organisèrent en Assemblées de Délégués qui, lors du soulèvement de Canton, constituèrent la base du Soviet. Les paysans, à cette époque, organisèrent aussi des centres provinciaux.

Dans tout le pays et surtout à Canton, les petits commerçants s'organisèrent séparément des Chambres de Commerce et se mirent en rapport avec le mouvement révolutionnaire. L'aile gauche du Kuomintang commença à attaquer Tchang Kai Chek de tous les côtés. À une réunion du CC du Kuomintang et des Comités de provinces de ce Parti, en octobre 1926, fut adoptée une plate-forme qui devint ensuite celle du gouvernement de Wouhan.

Cette plate-forme, ou plutôt ce programme, parla du taux de fermages, de la question agraire, de la journée de 8 heures, etc. Il y fut dit que lorsque l'expédition du Nord aurait vaincu dans un district ou dans une province, il faudrait y convoquer immédiatement une Assemblée des Délégués du peuple et passer le pouvoir à cette Assemblée. Le pouvoir ne devait pas appartenir à Tchang Kai Chek, commandant en chef de l'armée.

Le soulèvement de Shanghai et Wouhan

La lutte pour l'hégémonie entre le prolétariat et la bourgeoisie

Ainsi, après les événements du 20 mars, nous eûmes au sein du Kuomintang deux courants. À l'une des ailes se trouvèrent l'ancienne et la nouvelle droite, la gentry et les agrariens, ainsi que les représentants de la bourgeoisie nationale avec Tchang Kai en tête et, à l'autre aile, les ouvriers, les paysans et la petite bourgeoisie. La lutte entre ces deux ailes se déroula jusqu'au moment même du coup d'Etat de Shanghai.

En certains endroits se réalisa déjà la dictature démocratique des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie. Dans plusieurs districts des provinces de Hounan, Houpé et Kiangsi, après la prise de Shanghai par les troupes du Sud, le pouvoir se trouva sous notre direction. Cette dictature devait s'étendre sur l'Etat entier, c'est-à-dire qu'elle devait se soumettre le gouvernement de Wouhan. Tchang Kai Chek comprit très bien de quoi il s'agissait et refusa absolument de se rendre à Hankéou en insistant pour que la capitale soit transférée à Nanchang.

Il réunit hâtivement ses forces afin d'arriver le plus tôt possible à Shanghai et d'y rejoindre les forces qui sympathisaient avec lui, c'est-à-dire avec la bourgeoisie de Shanghai. A Shanghai, le pouvoir se trouvait déjà aux mains des ouvriers, des étudiants et des petits commerçants. Les ouvriers étant mieux organisés et ayant une grande expérience de lutte révolutionnaire, y agirent autrement que ouvriers de Hankéou, qui attendaient l'arrivée des troupes du Sud. Les ouvriers de Shanghai, ayant en tout 200 fusils, se soulèvent contre les 8.000 hommes de troupes régulières des militaristes du Nord, s'emparèrent de leurs armes et organisèrent des *piquets ouvriers armés, au nombre de 2.000 hommes*. Les détachements ouvriers disposaient aussi quelques douzaines de mitrailleuses. La garde ouvrière de Shanghai était donc une force imposante qui pouvait résister à Tchang Kai Chek.

Pour désarmer ces piquets ouvriers, Tchang Kai Chek fut obligé d'accomplir un grand travail préparatoire. Et il ne se décida au désarmement qu'après avoir reçu de l'argent de la Chambre du Commerce de Shanghai, ce qui lui permit d'acheter l'appui des généraux de Nankin et de la province de Tché-Kiang.

Nous voyons à l'exemple de Shanghai que la lutte pour l'hégémonie entre, le prolétariat et la bourgeoisie prit, dès le début, des formes très acharnées, la forme d'une guerre entre deux pouvoirs: d'une part, l'armée de Tchang Kai Chek et, d'autre part, l'Assemblé des Délégués du peuple qui s'appuyait sur les ouvriers armés. Mais la direction fut flottante. Il en fut de même à Wouhan.

L'opportunisme

Wouhan fut obligé de faire la guerre à Tchang Kai Chek en même temps qu'à Tchang Tso Lin. Wang Tchin Wei et d'autres politiciens petits-bourgeois furent effrayés par le blocus des impérialistes et par la menace de la gentry en liaison avec Tchang Kai Chek. C'est dans cette période où il aurait fallu développer la révolution agraire et la lutte de classes des masses, que nous commençâmes à subir nous-mêmes l'influence de ces politiciens petits-bourgeois et à dire que peut-être les ouvriers et les paysans étaient réellement allés trop loin.

Lorsque, dans les provinces, les paysans commencèrent à confisquer la terre des agrariens, à s'armer et à s'emparer du pouvoir partout où cela était possible, nous pensions que c'était trop tôt. Les masses marchaient de l'avant, tandis que la direction restait en arrière, voulait freiner l'élan des masses afin de maintenir le front unique avec la petite bourgeoisie. Bien qu'à cette époque-là, nous marchions déjà contre Tchang Kai Chek et contre la bourgeoisie nationale, nous n'avions pas encore compris que la rupture du front unique avec la bourgeoisie était inévitable.

Au début de la période de Wouhan, lorsque commença le mouvement de la gauche contre Tchang Kai Chek, on lança le mot d'ordre: «À bas les touchaos et la mauvaise gentry», seulement la «mauvaise». Wang Tchin Wei, à son arrivée à Hankéou, déclara : «Nous nous sommes entendus pour lutter contre la mauvaise gentry, tandis que vous, communistes, vous dites qu'il faut lutter contre toute la gentry. Cela ne va pas». Entre temps, les paysans eux-mêmes lancèrent le mot d'ordre: «Chaque propriétaire foncier est un touchaos, toute la gentry est mauvaise».

D'autre part, dans la mesure où le prolétariat industriel de Hankéou lutta presque exclusivement contre les patrons impérialistes, ces derniers fermèrent leurs fabriques et quittèrent Hankéou. 20.000 ouvriers furent réduits au chômage. Le mouvement ouvrier et la lutte dans les villes s'orienta alors contre les propriétaires de magasins et la question des employés de magasins se posa sérieusement, Wang Tchin Wei vint à une de nos séances et nous adressa des reproches de continuer la grève, bien que ce fussent les petits marchands qui en souffraient, et *d'avoir confisqué les usines et les fabriques de Haniang*. Nous lui répondîmes que ce n'était pas nous, mais les ouvriers eux-mêmes qui confisquaient spontanément les entreprises, les patrons les ayant fermées, et que nous avions dû nous charger de la gestion de ces fabriques avec la participation des syndicats ouvriers. Il nous dit: «Vous nous trompez, nous possédons la résolution de l'Internationale Communiste où il est dit que la révolution en Chine est démocratique-bourgeoise. Peut-être avez-vous reçu un télégramme secret où *il est dit que la révolution est déjà socialiste*?»

Notre tactique et notre politique consistèrent à donner satisfaction tant bien que mal à Wang Tchin Wei. Le matin nous faisions certaines promesses, et le soir, il venait nous faire des reproches: «Vous avez promis d'empêcher les ouvriers de procéder à des arrestations. Or, il y a cinq minutes à peine, qu'un pionnier a arrêté un patron de magasin. Vous faites des promesses et ensuite vous me trompez». Il faut le déclarer ouvertement, notre situation n'était guère enviable. Par des concessions nous voulions rétablir les bons rapports d'antan avec le Kuomintang, nous voulions reconstituer ce front unique déjà sapé. Mais ce fut en vain.

La révolution agraire et le coup d'Etat de la bourgeoisie et de la gentry

En ce qui concerne la révolution agraire, le point saillant est l'inexistence de grandes propriétés foncières et l'existence du système de fermage. Les petits propriétaires fonciers, qui vivent à la ville on à la campagne, étant des fonctionnaires ou des instituteurs, ne reçoivent que de petits appointements et vivent principalement du revenu de leurs terres. Ils sont donc intéressés à pressurer le paysan jusqu'à la dernière goutte de sang. Quant à ce dernier, il doit payer le taux de fermage et les intérêts usuraires aux propriétaires. Peu importe que ce propriétaire foncier possède plus ou moins de terres. Pour le paysan, il n'y a là aucune différence. C'est pourquoi, lorsque nous primes conscience de la nécessité de la révolution agraire en Chine, nous examinâmes d'abord la question de savoir à combien de *mous* devait être fixée la petite propriété foncière mais personne ne se rendit jamais à la campagne pour se convaincre du véritable état des choses.

Cependant, une lutte irréductible et acharnée pour la terre s'y déroulait déjà contre tous les propriétaires fonciers, indépendamment de la quantité de terre qu'ils possédaient.

Dans cette circonstance où le Parti perdit complètement tête, où les impérialistes par le blocus et l'intervention et, en général, la situation objective faisaient pression sur le gouvernement de Wouhan, toutes les forces qui sympathisaient avec Tchang Kai Chek, la gentry et les agrariens, commencèrent à préparer un coup d'Etat contre-révolutionnaire au sein du gouvernement Wouhan.

Au moment où, dans la province de Hounan, nous avions déjà affaire à la contre-révolution (le 20 mai 1927), où les masses paysannes s'organisaient elles-mêmes pour attaquer Tchangcha, contre-révolutionnaire, nous disions aux paysans que, pour réprimer les intentions contre-révolutionnaires locales, il fallait s'en remettre au gouvernement de Wouhan. La même chose se produisit après le coup d'Etat de Li Ti Sin à Canton (15 avril 1927). Lorsque les paysans se soulevèrent dans les districts d'Ouhoua et Haifoeng, lorsque les cheminots et les mécaniciens intervinrent à Canton contre Li Ti Sin, notre CC ne fit rien. Ayant l'organisation de détachements ouvriers et paysans à Canton, nous les invitâmes à venir à Wouhan, sans leur donner aucune directive sur la façon dont il fallait se consolider dans les campagnes, dans les districts du Kvantoung, pour grouper leurs forces en vue d'une nouvelle offensive contre Li Ti Sin.

Ensuite, lorsqu'on se rendit compte que le front unique avec Wang Tchin Wei était devenu impossible, nous décidâmes de déclarer vouloir quitter le gouvernement de Wouhan. Mais en ce moment, nous pensions que ce devait être une manœuvre pour rendre nos rapports avec Wang Thin Wei moins aigus. Nous pensions que la participation des communistes au gouvernement de Wouhan, servait de prétexte pour dire que c'est un gouvernement révolutionnaire, que nous devions donc le quitter pour qu'il soit plus facile de faire croire que c'est un gouvernement national et non pas communiste.

Telles furent les erreurs énormes commises dans la révolution chinoise. Après cela, nous décidâmes de quitter le gouvernement et de commencer une campagne contre le CC de Wouhan et de Nankin. Il se produisit alors le fameux *tournant anti-opportuniste, sous l'influence*

duquel se fit l'insurrection de Holung et de Yehting qui subit une défaite. Mais ce tournant ne mit pas fin aux erreurs et aux hésitations.

Le soulèvement soviétique de Canton

Les divergences au sein du Kuomintang

Ce fut la fin de la «période du Kuomintang» qui était caractérisée par une direction extrêmement faible et par les plus graves. Naturellement, on ne peut pas dire que si nous n'avions pas commis ces erreurs, la révolution chinoise eut été absolument victorieuse. Nous devons tenir compte aussi des forces impérialistes et, en particulier, du rapport original des forces de classe au sein de la révolution chinoise. Néanmoins, nous n'avons pas su mobiliser et utiliser toutes les forces qui étaient à notre disposition.

Après que la révolution eut essuyé une grave défaite, après que la réaction se sentit les mains libres, elle commença à agir. La clique de Si Sian, la plus réactionnaire, vint au pouvoir à Nankin. Elle déclara: «Nous étions les premiers à nous dresser contre les communistes. Même Tchang Kai Chek était contre nous; même Wang Tchin Wei se dressait à cette époque contre nous. Or, maintenant, vous vous êtes convaincus que la lutte contre le communisme était une nécessité pour la nation, pour le Kuomintang». Naturellement, ce n'est pas pour cette raison que le groupe de Si Sian arriva au pouvoir.

Le fait est que Li Ti Sin, autrement dit la clique de Kvangsi, qui représentait les éléments les plus réactionnaires de la gentry et des agrariens, était en partie lié avec les compradores de Canton et de Shanghai. Les impérialistes anglais placèrent Li Ti Sin au pouvoir à l'insu de Tchang Kai Chek, c dernier étant considéré par eux comme trop révolutionnaire du fait qu'il avait proclamé l'autonomie douanière. En ce qui concerne Wang Tchin Wei, il entreprit la lutte contre les communistes. Mais pour sauver les apparences, il dut lancer le mot d'ordre de la lutte non seulement contre les communistes mais aussi contre Tchang Kai Chek. En réalité, il devient l'instrument de Tang Sen Dji.

La période préparatoire

Vous voyez qu'au sein du Kuomintang, après la rupture avec les communistes, des divergences très compliquées se firent jour. Cette période de différenciation au sein des militaristes du Kuomintang fut aussi celle de la préparation de l'insurrection de Canton. En novembre 1927, après le coup d'Etat de Tchang Fa Kui à Canton, des conflits sérieux éclatèrent dans diverses régions de la province Kvantoung entre les généraux rivaux. La paysannerie se souleva partout. Même à Nankin, on parla de la réalisation des revendications paysannes relatives à une diminution de 25% du taux de fermage. La même chose se passait à Wouhan. Immédiatement après le coup d'Etat, Wang Tchin Wei lança un décret sur la diminution du taux de fermage, voulant montrer ainsi qu'il réaliserait la révolution agraire même sans les communistes. Au moment où discuta à Nankin un projet de loi sur l'arbitrage entre le travail et le capital. Chacun chercha à faire des propositions plus radicales que son concurrent à

l'égard des ouvriers, la révolution tendant à se relever d'près les lourdes défaites qu'elle venait de subir. A Canton, cette recrudescence devint la plus évidente. Une semaine après la défaite de Holung et de Yehting, une manifestation monstre de grévistes ct de marins eut lieu à Canton.

A partir de ce jour, c'est-à-dire du 14 octobre, et jusqu'au soulèvement de Canton, les grèves ne cessèrent plus. Les ouvriers eux-mêmes stigmatisèrent dans leurs mots d'ordre de cette période, le drapeau du Kuomintang de drapeau de la terreur blanche et proclamèrent que c'est désormais le drapeau rouge au marteau et à la faucille qui est le seul drapeau révolutionnaire. Ces mots d'ordre furent lancés encore avant que nous eussions décidé officiellement dans le Parti d'en finir avec le Kuomintang de gauche. Les masses lancèrent le mot d'ordre: «À bas Wang Tchin Wei!» alors que le Parti *n'avait pas encore définitivement décidé de son attitude à l'égard de Wong Tchin Wei et de Tchang Fa Kui.*

La situation révolutionnaire à Canton

Toute la situation existant avant le soulèvement de Canton prouve que ce soulèvement avait une base sociale, un caractère de classe. Je pense que les camarades de Canton vous exposeront avec plus de détail toutes les circonstances. Je dirai seulement qu'après le « d'Etat de Wouhan, la direction du parti adopta une tout autre reconnaissant ouvertement ses erreurs opportunistes. Une lutte fut entreprise contre les restes de cet opportunisme.

C'est précisément pendant cette période que l'on reconnut la nécessité de la révolution agraire et que fut décidée une série de soulèvements locaux dans le Hounan

et le Houpé, dans la ville de Canton: partout où cela était possible et vraiment nécessaire.

En ce qui concerne Canton, la décision fut prise par le CC du Parti le 18 ou le 19 novembre. La décision prise constata l'existence d'une situation directement révolutionnaire à Canton et que, par conséquent, le soulèvement y était opportun. Il fallait organiser ce soulèvement de façon que tous les ouvriers et paysans y participent, effectuer le travail de dissolution dans l'armée ennemie, organiser les masses à Canton même, constituer tout au moins des Assemblées de Délégués ouvrières qui organiseraient à leur tour le soulèvement. Il fallait également organiser les paysans qui se soulevèrent partout après l'instauration du pouvoir des Soviets à Hailoufoeng (1er novembre).

Il faut dire que Wang Tchin Wei avait été informé du soulèvement de Canton avant qu'il éclatât D'ailleurs, il n'était pas si bien difficile d'en être informé, car il était en l'air et tout le monde le sentait venir. Nous étions renseignés que le 10 ou 12 décembre, une attaque se produirait contre les organisations ouvrières et que le régiment de l'école militaire où nous avions une cellule très puissante, serait désarmé. C'est pourquoi nous avions avancé la date du soulèvement. Après que celui-ci eut été écrasé, nous eûmes encore, les 13 et 14 décembre, toute une série de soulèvements dans diverses régions de Kvantoung, autour de Canton. Mais ces soulèvements furent anéantis après l'écrasement du principal centre, Canton.

Notre principale erreur

Tous ces faits prouvent que nous étions relativement bien préparés en vue du soulèvement de Canton. Naturellement, à la veille des luttes acharnées de rues, on ne pouvait pas organiser de campagnes électorales au Soviet. Nous avions une réunion plus moins légale de délégués ouvriers *à laquelle assistèrent 70 à 80 personnes*. Six camarades furent délégués par cette réunion au Comité Exécutif du Soviet. Les élections eurent lieu isolement parmi les cellules de soldats, ainsi que parmi les paysans de l'arrondissement de Canton. Ce Comité Exécutif du Soviet n'eut naturellement pas le temps de faire grand-chose pendant sa courte existence, *mais il fut vraiment un organe du soulèvement*. Les conditions étaient favorables pour une mobilisation de masse de plus en plus vaste et pour une meilleure organisation de ces masses. Toute l'insurrection nous a donné un tableau saisissant de la bravoure et de l'héroïsme avec lequel combattirent les ouvriers.

On vient nous dire que le meeting de masses à Canton ne réunit que très peu de gens. C'est juste. Mais je dois souligner que devant le quartier général de l'insurrection, plus de 4 à 5 milles ouvriers se pressèrent pendant deux jours de suite, demandant des armes. Nous leur disions: «Allez aux réunions de masses pour saluer le nouveau pouvoir». Mais les ouvriers nous répondirent: «Non, donnez-nous d'abord des fusils». Dans une situation pareille, où les masses elles-mêmes demandent des armes, toute la question est d'organiser au mieux toutes ces masses et de commencer au moment opportun l'attaque directe contre le principal ennemi. *Notre erreur essentielle, pendant le soulèvement de Canton, consiste,*

outre la préparation politique insuffisante et l'organisation générale défectueuse, en ce que, lors du début du soulèvement, on choisit comme principal point d'attaque un point qui n'était pas le point central de l'adversaire et qu'on perdit ainsi beaucoup de temps, près de 12 heures.

La répression de l'insurrection

Cela permit à Li Fou Lin de traverser le fleuve, et de nous réduire dans la défensive. C'est en cela que consista notre principale erreur. Par l'écrasement du soulèvement de Canton, la révolution avait essuyé une grave défaite. Cette défaite fut plus considérable encore que celle de Wouhan. C'est que le soulèvement avait éclaté au moment où les classes dirigeantes ne pouvaient s'accorder à l'intérieur du pays. Par contre, les impérialistes avaient mobilisé toutes leurs forces pour écraser le soulèvement de Canton. Li Fu Lin eut à recourir aux services de la flotte anglaise pour transporter ses soldats, car tous les marins chinois participèrent au soulèvement, ainsi que toutes les jonques. Naturellement les forces des impérialistes étaient bien plus considérables que les nôtres. Leur force consistait non seulement en ce qu'ils disposaient de la flotte et de canons, mais aussi en ce qu'ils avaient commencé à organiser énergiquement les forces politiques contre-révolutionnaires du Kuomintang.

Immédiatement après le soulèvement de Canton, Wang Tchin Wei disparut en tant que groupe intermédiaire. Son groupement capitula complètement devant Tchang Kai Chek. De la sorte, nous avions vraiment affaire à un phénomène de polarisation; d'une part, il y avait consolidation du camp contre-révolutionnaire et, de

l'autre, on levait déjà dans le camp opposé le drapeau du pouvoir soviétique autour duquel se groupaient toutes les forces révolutionnaires: ouvriers, paysans, et même soldats de métier.

Immédiatement après le soulèvement de Canton, la terreur prit des proportions terribles dans tout le pays: Des décrets annulèrent tous les arbitrages, toutes les conventions conclues jusqu'alors entre syndicats et capitalistes. Toutes les conquêtes de la classe ouvrière furent, anéanties. On supprima aussi le décret sur la diminution du taux de fermage.

La situation devint telle qu'elle avait été avant ce large mouvement révolutionnaire. La réaction, s'appuyant franchement sur les impérialistes, commença à renforcer ses moyens en vue d'une attaque contre les ouvriers. À Shanghai se constitua une société réunissant les patrons de toutes les usines du textile anglais, japonais et chinois en vue d'une offensive concertée contre les ouvriers.

Commença alors la nouvelle expédition du Nord. Les masses ouvrières et paysannes comprirent que ce n'était plus là une guerre révolutionnaire, mais bien une guerre contre-révolutionnaire.

Le nouvel essor et «l'achèvement de l'expédition du Nord»

Tchang Kai Chek de nouveau au pouvoir

Dans cette expédition, la seule trace de «nationalisme» chez Tchang Kai Chek fut la volonté de prendre Pékin,

capitale du gouvernement central. Tous les autres mots d'ordre du Kuomintang furent abandonnés; aucun ne fut réalisé. Les masses petite-bourgeoises, loin de voir se réaliser une seule des promesses, éprouvèrent une indignation profonde quand Li Ti Sin voulut démolir à Canton le monument aux victimes de la fusillade de Shanghai, en 1925, quand le gouvernement dit national de Tchang Kai Chek n'osa dire un mot pour protester contre les provocations japonaises. Une nouvelle vague antiimpérialiste et d'insurrections paysannes se souleva non seulement dans le Kvantoung, le Kiangsi et le Hounan, mais aussi dans le Nord. Bien que ces actions n'aient pas une importance décisive pour la révolution, elles sont quand même extrêmement dangereuses pour le pouvoir des gentries et des propriétaires.

Les dernières informations indiquent que les armées des militaristes se désagrègent, que les soldats retournent dans les villages.

Les évènements de Tsinan ont provoqué une très grande indignation. Au lieu de lutter contre les Japonais, Tchang Kai Chek, dès son arrivée à Tsinan, ordonna de faire cesser dans tout le pays le mouvement antiimpérialiste de masses, afin de ne pas laisser aux communistes la possibilité de profiter de ce mouvement. Pour sauver la Situation, le Kuomintang fut obligé de soulever la question de l'Assemblée Nationale et de l'abolition des traités inégaux. Mais les Japonais n'étant nullement décidés à abolir le traité sino-japonais arrivé déjà à son terme, Tchang Kai Chek consentit immédiatement à ce que le traité restât en vigueur «pendant les pourparlers diplomatiques».

Quant à l'autonomie douanière, il faut dire que cette question a été mal exposée dans les journaux russes. Il ne s'agit pas de l'autonomie douanière, mais de ce que, à la conférence sur l'autonomie douanière de fin 1925, toutes les puissances, sous l'égide des Etats-Unis, ont signé un traité tendant à ce qu'à partir du 1er janvier 1927, le tarif douanier soit majoré en Chine. Actuellement, les Etats-Unis consentent généralement à se conformer à ce traité. C'est ce que Tchang Kai Chek appelle «autonomie douanière».

Le rôle du national-réformisme

Le nationalisme a dégénéré. On ne peut pas dire que ce nationalisme joue exclusivement un rôle contre-révolutionnaire, il est devenu du national-réformisme qui, ayant cessé de jouer un rôle révolutionnaire, commence à aider les impérialistes à raffermir leur domination en Chine et dans les colonies en général. La bourgeoisie nationale propose son aide aux impérialistes en déclarant: si vous voulez dominer purement et simplement sur nous dans les colonies, les ouvriers et les paysans vous chasseront; donnez-nous un peu de pouvoir. Il n'est évidemment pas possible d'abolir d'un coup les traités inégaux, mais concédez seulement certaines améliorations pour montrer au peuple que Tchang Kai Chek est un héros; alors, les masses se tranquilliseront et la domination de l'impérialisme sera plus solide. La lutte contre ce national-réformisme, contre les illusions réformistes des partis petits-bourgeois, sans parler de la bourgeoisie nationale dominante, devient notre tâche essentielle. Sans quoi nul travail parmi les masses n'aura de succès. Si nous suivons les mots d'ordre lancés par le «troisième parti», nous ne saurons qu'aider par notre travail les partis petits-

bourgeois à répéter leurs vieilles fautes opportunistes. Nous devons organiser énergiquement des syndicats, les entraîner dans le mouvement antiimpérialiste, mais diriger aussi les masses petites-bourgeoises dans leur lutte.

Nous devons — et cela concerne non seulement la classe ouvrière de Chine, mais le prolétariat du monde entier — déterminer notre attitude envers les paysans qui luttent pour la terre, contre les survivances féodales, contre les militaristes, contre les guerres des militaristes. C'est la question essentielle. Ce n'est qu'en acceptant une attitude vraiment bolchéviste dans cette question que nous pourrons liquider les tendances putschistes, la tendance erronée de se soulever partout, sans aucune organisation, sans aucune préparation. Il faut une tactique juste dans la question de la paysannerie, de la guerre de partisans. Or, une partie de nos camarades chinois réclame la réalisation immédiate du socialisme, c'est-à-dire le partage égalitaire de la terre, comme le socialisme est compris dans les campagnes. D'autres disent: propageons seulement la révolution agraire.

Pour préparer les forces pour le futur essor de la révolution, il faut tenir compte du regroupement des forces de classe, qui s'est produit. Ce groupement a été très rapide, très compliqué et très radical. Mais les tâches de la révolution et son contenu sont restés les mêmes car il n'y a pas eu d'unification de la Chine. On parle de la république chinoise unifiée. Or, chaque province est un Etat indépendant dirigé par 5 grands militaristes. En plus de ces 5 potentats, il y a encore de petits seigneurs, de petits maîtres, qui oscillent entre les différents grands groupes de militaristes.

Les tâches de la dictature démocratique

Quant à la révolution agraire, nous devons dire que sans le renversement de la bourgeoisie nationale, étroitement liée avec les gentries par des rapports agraires d'ordre féodal et semi-féodal, il ne peut y avoir de révolution agraire, de réforme agraire.

Vous savez que même Wang Tchin Wei, ce politicien petit-bourgeois, disait qu'on peut confisquer une partie des terres des grands propriétaires, mais qu'on ne doit pas combattre tous les gentries. Le mot gentry ne signifie nullement koulak, comme on l'a écrit une fois dans la *Pravda*. Gentry, ce mot anglais, a reçu une tout autre signification dans la littérature révolutionnaire chinoise. Il signifie la caste des fonctionnaires de la Chine. Un gentry est un homme qui, dans un certain endroit, détient en fait le pouvoir et certains privilèges. Il peut vous mettre en prison sans le moindre interrogatoire, il peut vous battre à coup de bambou, parce qu'il porte une robe de fonctionnaire, parce qu'il est d'une classe supérieure, parce qu'il est un propriétaire. Il a des relations avec le Yamen, c'est-à-dire avec le chef du gouvernement, il prend même le thé avec celui-ci. Les gentries ont pour privilège le droit exclusif de prendre à ferme la perception des impôts. Si même Wang Tchin Wei ne veut pas anéantir un tel état de choses, que dire de la bourgeoisie nationale, dont toute l'économie est enracinée dans le village.

Quant aux tâches de la dictature démocratique, il est inutile d'en parler beaucoup. Dans les colonies, en Turquie et en Chine par exemple, nous voyons que la bourgeoisie nationale commence par la dictature et non par la démocratie. Si la bourgeoisie prend le pouvoir, elle préfère l'administration dictatoriale plutôt que élections

démocratiques. A-t-on le droit de voter en Turquie? A-t-on le droit de voter en Chine sous le régime du Kuomintang? Evidement non. Pourquoi? Parce que si l'industrie nationale veut tant soit peu se développer, elle doit recourir plus ou moins au capitalisme d'Etat. Ce n'est qu'en s'organisant à l'échelle nationale que l'industrie peut résister à la concurrence du capital étranger. Telle est la raison qui oblige la bourgeoisie nationale des colonies à établir dès le début un pouvoir fort de classe. Elle ne peut admettre la lutte de classes des masses opprimées. Lorsque la révolution arrive à son point décisif, alors se pose le problème: «dictature de la bourgeoisie et des agrariens ou dictature du prolétariat et de la paysannerie!». En cas de défaite de la révolution, c'est-à-dire au cas où la bourgeoisie prend le dessus, la démocratie est impossible. La bourgeoisie complète son national-réformisme par le «national-fascisme».

Je pense que cette question du national-réformisme qui signifie en même temps national-fascisme, doit être posée à ce Congrès dans toute son acuité et dans toute son ampleur. (*Applaudissements*).